

Intervention dans les débats locaux

1. [Présentation]

« Bonsoir à toutes et à tous,

« Je m'appelle [...]. Sur mon temps libre, je suis militant mutualiste à la Fédération des mutuelles de France.

« J'ai souhaité prendre la parole parce que **la santé est la grande oubliée des thèmes évoqués par le Président de la République pour ce débat**. Cela en dit long sur l'importance qu'il accorde à ce sujet.

« **C'est à croire que pour le gouvernement tout va bien !** Peu importe les mobilisations fréquentes des infirmiers, des soignants dans les EHPAD ou des personnels hospitaliers. Peu importe qu'il y ait des déserts médicaux et des endroits où le médecin le plus proche est à 45 minutes de voiture. Peu importe que les dépassements d'honoraires représentent 2,5 milliards d'euros. Peu importe que quatre millions de personnes reportent des soins car ils ne peuvent pas se payer de mutuelle.

2. [La Santé est un droit]

« La santé est la première préoccupation des Français. Plusieurs études l'ont montré. Le gouvernement ne peut pas ignorer ce sujet.

« L'une des raisons pour laquelle c'est un sujet très important, c'est que les inégalités sociales de santé sont très fortes. Il y a de grandes disparités selon l'endroit où l'on vit et le salaire que l'on touche à la fin du mois. On ne peut pas accepter ça. **La santé est un droit fondamental ! Aucune barrière ne devrait empêcher quelqu'un de se soigner.**

« Pourtant, **tous les gouvernements depuis plusieurs décennies ont poursuivi les mêmes politiques libérales accordant plus d'importance à l'économie qu'à l'accès à la santé et la qualité des soins.** Les notions de « trou de la sécu » ou de « rigueur budgétaire » sont devenues les éléments centraux de tous les débats. Ils ont justifié, entre autres, la fermeture de nombreux hôpitaux de proximité, la réduction des remboursements de soins, la taxation des cotisations mutualistes ou des produits de santé, etc. La liste est longue ! Les mêmes recettes produisant les mêmes résultats : **l'accès à la santé s'est dégradé en France.** Et cela continue aujourd'hui sous la présidence d'Emmanuel Macron.

3. [Débouché]

« L'État doit desserrer l'étau financier ! **Il faut donner plus de moyens à la santé en France.** Cela commence par donner plus de moyens à la Sécurité sociale et aux hôpitaux. Une piste intéressante

serait de faire contribuer l'ensemble des richesses créées, notamment la rente et le capital, qui participent bien trop peu à la solidarité nationale. Cela passe ensuite par soutenir les initiatives solidaires et non lucratives. Par exemple, les centres de santé mutualistes montrent chaque jour l'efficacité d'une gestion collective des soins de premier recours. Ils pratiquent des tarifs accessibles, sans dépassement d'honoraires, et assurent parfois une présence indispensable dans les zones déficitaires.

« Est-ce que le « grand débat national » permettra d'améliorer l'accès à la santé ? Je n'y crois pas vraiment. Mais sans accorder une confiance aveugle au Président de la République, ni lui reconnaître des pouvoirs qu'il n'a pas, je suis convaincu que, quoiqu'il ressorte de cette séquence, **nous avons des marges de manœuvre pour agir en ce sens.**

« Il y a tout autour des nous des personnes qui se rassemblent, mettent en commun leurs idées et leurs énergies pour agir ensemble. Chacun à la hauteur de ses moyens, pour répondre aux besoins de toutes et tous. C'est le cas des mutuelles par exemple. Avec les Mutuelles de France, on organise [Donner un exemple local = on gère un centre de santé ; un opticien mutualiste juste à côté ; on organise des campagnes de prévention ; etc.]. On agit à notre niveau pour permettre à tout le monde de se soigner dans de bonnes conditions.

« Si quelqu'un a besoin d'un coup de main, on lui accordera avec plaisir notre aide. Dans le même esprit, si quelqu'un veut nous donner un coup de main, cette personne est la bienvenue.

« Quoiqu'il en soit, nous continuerons de porter la question de l'accès à la santé dans les débats, car c'est un sujet beaucoup trop important pour se limiter à la place qu'il occupe aujourd'hui dans les débats publics.